

CORRIGES DES EXERCICES

Partie I HISTOIRE DES FAITS ET DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

Les questions portant sur les faits et sur la pensée économiques se traitent le plus souvent à la manière d'une dissertation. Dans le cadre d'un tel exercice, il faut construire son travail en définissant les thèmes qui seront développés dans la suite du travail. L'introduction définit évidemment la démarche qui sera suivie et annoncera dans le même temps le plan. Dans le corps du texte, il faudra également faire référence à des auteurs ou à des œuvres marquantes.

Chapitre 1 Les grands courants de la pensée économique

1. Quelles sont les origines de la pensée économique ?

Introduction

La pensée économique moderne se développe dans l'Europe Occidentale à partir de problèmes concrets : les crises agraires récurrentes qui laissent les populations rurales dans la misère, voire la famine, et la nécessité de construire un État national. L'idée générale est que l'État monarchique doit garantir un certain niveau de bien-être pour ses sujets. Cette amélioration de la vie matérielle a pour but de rendre la nation plus forte et plus cohérente. C'est autour des principes de la politique économique que l'économie politique va construire son champ d'analyse et ses concepts permettant de comprendre cette réalité matérielle. L'État doit naturellement intervenir parce que c'est la seule force capable d'incarner un projet et de déployer des moyens, par le biais de la fiscalité pour structurer les échanges et améliorer le fonctionnement de la vie économique.

La démarche suivie par les premiers économistes est donc une démarche inductive, c'est-à-dire qui part de l'observation directe des faits pour en déduire des principes généraux.

1. La réalité matérielle et l'intervention de l'État

1. **La production**, c'est d'abord la production de l'agriculture. La vie quotidienne est largement organisée à partir des rythmes de la terre. Pour les premiers économistes, même pour les auteurs mercantilistes, la richesse c'est avant tout les produits du travail de la terre.

2. L'évolution économique n'est pas comprise comme quelque chose de linéaire, mais, à travers **les crises agraires récurrentes**. La plupart des écrits qui paraissent avant la Révolution Industrielle font référence à cette nécessité pour la nation de combattre les crises agraires et de réguler la production agricole. Mais les réponses divergent d'une époque à l'autre, d'un auteur à l'autre. Pour les uns, la liberté des échanges et la justice fiscale suffisent pour assurer l'expansion de la production céréalière (Pierre de Boisguillebert, François Quesnay). Pour les autres, la pénurie de grains peut être combattue par le développement de la production industrielle aux fins d'exportation, par le développement des échanges internationaux (Jean Bodin, William Petty). Si bien qu'il n'est pas erroné de voir chez les économistes de la période mercantiliste les prémises d'une véritable théorie de la valeur travail.

C'est à travers la question de l'impôt que se pose concrètement la question du développement de la nation. L'impôt, c'est le véhicule naturel de la centralisation de l'État. C'est aussi les moyens d'assurer son fonctionnement. Mais au-delà de ces aspects bien connus, l'impôt est compris par les auteurs préclassiques comme *un impératif de paix sociale*.

1. L'impôt est considéré, en France mais aussi dans les autres pays européens, comme étant à l'origine de la plupart des révoltes paysannes qui déchirent le tissu social et qui se prolongeront jusqu'à la grande Révolution de 1789. L'impôt est analysé comme injuste et générateur de troubles.

2. La capacité de la Monarchie de maintenir la paix sociale passe également par sa capacité à mettre fin aux guerres de religions, ou encore de protéger l'intégrité du territoire national contre les

visées de l'étranger. Dans tous les cas, cela signifie un accroissement des capacités financières de l'État et par la suite une réforme de l'impôt.

Dans ce moment où s'affirme l'État, où il s'impose à l'ensemble de la population, la séparation des droits va se radicaliser. La forme monarchiste du pouvoir va s'efforcer de distinguer *le droit privé* (éléments qui se trouvent rattachés à la personne, à l'individu), du *droit public* (ce qui est commun à tous, ce qui ressort de l'autorité de l'État, ce qui est général pour la conduite des affaires de la nation). Produire une séparation aussi radicale entre « sphère privée » et « sphère publique » ne va pas de soi. Cela passe par une lutte entre des catégories de la population qui ont des intérêts divergents, lutte qui va avoir des effets considérables sur la formation sociale.

1. On va présenter comme une nécessité pour le bon fonctionnement de l'État de séparer le roi en tant que personne privée, du souverain qui représente et défend l'intérêt des populations qui composent la nation. D'un côté le roi, en tant que personne privée, possède des biens et des revenus pour lui-même, comme n'importe lequel de ses sujets, et de l'autre, il règne sur un domaine qui ne lui appartient pas, dont il ne peut utiliser les revenus pour son propre usage. Il ne peut aliéner le domaine royal, et il doit gérer les ressources de l'État (c'est-à-dire de l'impôt) dans l'intérêt de la collectivité. Cet aspect est plus important qu'il n'y paraît, car cela suppose une désacralisation du pouvoir royal, mais aussi un système de contrôle dans l'utilisation des fonds publics.

2. Les nécessités de séparer la sphère publique de la sphère privée est un mouvement de centralisation du pouvoir étatique. Mouvement qui va s'affronter directement, c'est-à-dire militairement, aux privilèges des féodaux. La question ne sera jamais réglée avant la Révolution de 1789, même si la victoire de Mazarin dans les guerres de la Fronde est un grand pas dans le renforcement de l'État.

Avant 1789, et c'est vrai surtout en France, de nombreux auteurs se préoccupent de la rentabilité du système de l'impôt. Les mécanismes de la levée de l'impôt sont un problème central pour le bon fonctionnement de l'appareil d'État. Mais si la réforme fiscale est clairement définie, aussi bien dans sa nécessité que dans sa mise en application, dans la réalité de tous les jours il s'avère que l'unification de l'impôt est bien difficile à mettre en pratique. Parce que cette nécessité affronte une structure sociale particulièrement rigide où les privilèges ne sont pas abolis, à une structure sociale qui pour se maintenir crée de nouveaux privilèges. Ainsi, le Roi, toujours à court de recettes, est obligé pour financer son action, y compris les guerres avec les puissances voisines, d'en appeler au secteur privé qui lui fournit de l'argent frais, mais qui en échange demande des contreparties comme par exemple la création de nouveaux offices, de nouvelles rentes. Cette logique ne fait que perpétuer les injustices dénoncées par les réformateurs.

II. Concepts et méthode

L'économie politique naissante pense d'abord la richesse, c'est-à-dire quelque chose de concret (par opposition à la monnaie). Elle la pense en l'insérant dans *un ordre naturel*. Cette idée d'ordre naturel qui est commune pour la période, est ambiguë. D'un auteur à l'autre elle n'a pas la même signification. Mais il s'agit toujours à travers cette notion d'ordre naturel de représenter le fonctionnement logique et nécessaire du corps social. Dès la fin du XVI^e siècle, il est courant de représenter les classes sociales dans une hiérarchie qui reflète des fonctions économiques précises. Ce n'est plus la propriété, que celle-ci soit d'origine terrienne ou autre, ce n'est plus le titre qui importe, mais la fonction économique qui contribue d'une manière ou d'une autre à l'enrichissement de la nation toute entière. On voit tout de suite ce qu'il peut y avoir de subversif dans cette présentation de la réalité sociale pour les anciennes formes de pouvoir, l'Église et la Noblesse. À travers une démonstration apparemment logique et objective, Antoyne de Montchrestien en France, Thomas Mun et Joshua Child en Angleterre, placent *la classe des marchands* au sommet de la pyramide sociale, le Roi se situant au dessus, à part. *Le marchand*, en tant que figure emblématique du nouveau monde qui se met en place, est représenté dans cette hiérarchisation sociale nouvelle comme l'élément moteur, dynamique celui qui permet d'accroître l'enrichissement de toute la nation.

Le mercantilisme n'est pas une théorie, ni même un ensemble de théories économiques. Le mercantilisme pourrait être défini comme un mouvement d'idées qui ressort de ce que nous pourrions appeler aujourd'hui *la politique économique*. De ce point de vue il faudrait voir le mercantilisme apparaître avec les débuts de l'intervention de l'État dans l'économie

Ce n'est pas un hasard si c'est Antoyne de Montchrestien qui, semble-t-il, invente au début du XVII^e le terme d'économie politique. Ce grand représentant du mercantilisme français, à l'inverse de ce qui est couramment admis, prétend que le « politique » est déterminé par l'« économique ». Dès cet instant, la puissance de l'individu est reconnue pour elle-même, car il est évident que l'intérêt public ne peut être présenté comme étant supérieur à l'intérêt privé. Si, malgré tout cela, on continue encore à définir le mercantilisme comme une sommation de simples propositions visant la politique économique, c'est parce qu'il ne tente pas vraiment une théorisation des conditions de l'enrichissement, mais plutôt l'édification d'un certain nombre de règles de conduite pour améliorer la production.

Le mercantilisme est aussi bien plus que cela, il est le produit d'une segmentation du savoir qui donne son sens à la période moderne. C'est un éclatement de la philosophie médiévale qui produit l'autonomisation de l'économique *et* du politique, mouvement qui ira croissant. Jean Bodin, dans son grand ouvrage, *Les six livres de la République*, représente bien l'achèvement du discours universaliste, l'expression d'une pensée délimitée strictement par les problèmes de gouvernement d'une société en voie d'institutionnalisation. Montchrestien fera beaucoup mieux : non seulement l'économie politique devient l'objet de toute son attention à l'exclusion de tout autre, il renverse l'ordre des priorités : l'économie a ses finalités en elle-même, le gouvernement doit calquer la conduite des affaires publiques sur les principes de l'économie.

Au delà de la diversité des œuvres que la coutume rattache au mercantilisme, l'unité de ce courant de pensée se réalise autour de l'idée qu'il faut rechercher un accroissement de la richesse matérielle dans le cadre géographique de la nation. Les mercantilistes se sont bien intéressés à l'or et à la monnaie, mais pour en tirer des conclusions parfois radicalement opposées. On se souviendra de la controverse sur l'inflation et la valeur de la monnaie entre Bodin et Malestroit, à la fin du XVI^e siècle. C'est parce que les mercantilistes ont mis au centre de leurs préoccupations les questions monétaires, et donc la circulation des richesses, que des esprits aussi différents que Marx et Keynes leur ont rendu un hommage appuyé.

Le mercantilisme se présente comme le développement d'un corps de doctrine nouveau qui constate la rupture de l'universalisme chrétien, et cela dans l'émergence de nations indépendantes les unes des autres. Cette prise de conscience suppose que chaque pays doit pouvoir se suffire à lui-même en ce qui concerne les besoins essentiels. Mieux encore, lorsqu'on se rend compte qu'il n'est pas possible de produire tout ce qui est nécessaire, on vit dans la croyance plus ou moins confuse qu'on possède, ou qu'on pourrait posséder en la produisant, la marchandise que toutes les autres nations se disputeront. Il y a l'idée que *c'est en produisant la rareté qu'on maîtrise la puissance économique*.

Les doctrines mercantilistes vont être centrées sur les possibilités d'amélioration des flux de marchandises dans le cadre national. En ce sens, on peut bien qualifier les auteurs mercantilistes de « théoriciens de la circulation ». Ils disent en fait bien peu de choses sur la production elle-même, bien qu'elle ne soit pas ignorée, comme on peut le voir chez Montchrestien ou Petty. Leurs efforts portant avant tout sur les mesures pouvant faciliter la circulation de la richesse sur le territoire national, les moyens de leurs politiques seront naturellement ceux qui vont permettre de générer un accroissement des flux monétaires :

- *il faut développer les échanges pour accroître la richesse nationale* ; c'est pour cette raison que la monnaie joue un rôle aussi important chez les mercantilistes. Dans ce contexte est mise en évidence l'importance de la vitesse de circulation de la monnaie, particulièrement chez les auteurs anglais ;

- *il faut améliorer les réseaux de transport*, soit en augmentant la capacité de circulation qui est jugée toujours insuffisante (aménagement de voies terrestres ou navigables, construction de nouvelles routes), soit par l'abaissement du prix du fret (qui peut être indirectement obtenu par la diminution du nombre des péages, soit par une révision du mode de calcul du prix du transport).

L'État apparaît comme la seule puissance capable de présider à l'ordonnement de ce programme. Il doit agir en deux sens : il se doit de prendre la tête du mouvement d'unification de l'espace national et également d'impulser la dynamique de la production nationale.

En conséquence, la pensée mercantiliste se fixe comme but la création d'un État riche et incontesté, tant sur le plan intérieur que dans les relations qu'il peut avoir avec les autres États. Cette nécessité impose de réfléchir au financement de l'appareil d'État. Pour en finir avec les séquelles du système féodal il faut, entre autres, moderniser l'impôt, aussi bien dans sa détermination que dans la manière de le recouvrir. L'impôt ne doit pas entraver la circulation des richesses à l'intérieur du pays. L'État

moderne se doit de lever un impôt *juste*. Cette notion de justice est bien loin de nos idées d'un impôt progressif ou encore de redistribuer de la richesse par l'impôt. L'impôt juste c'est d'abord un impôt dont le rendement ne serait pas soumis à l'arbitraire de tel ou tel personnage, mais un impôt qui serait strictement proportionnel à la richesse des personnes et des régions. Les auteurs mercantilistes s'attaqueront régulièrement aux exemptions, aussi bien dans leurs textes que dans leurs pratiques.

Bien avant que ne soit revendiquée la construction d'une société de marché fonctionnant sur les principes de la libre concurrence et les lois de l'offre et de la demande comme fondement de la société civile, ainsi que le fera Smith à la fin du XVIII^e siècle, l'État monarchique possède un programme, une ligne de conduite qui le pousse à rechercher la fluidité et la transparence de l'ensemble des rapports sociaux. C'est par la médiation des échanges commerciaux que l'unité géographique de la nation doit coïncider avec l'unité forgée par l'institution étatique. Ce qui justifie aussi bien la centralisation des pouvoirs dans les organismes d'État, que la guerre contre les régions qui ne veulent pas se soumettre, ou encore la guerre contre les autres nations pour obtenir de meilleures garanties frontalières ou des avantages dans la possession des colonies, avantages le plus souvent compris comme une extension de la souveraineté nationale.

L'impulsion donnée à l'activité économique doit rester cependant le privilège des autorités royales, car le Roi est le seul à posséder, avec le sens de l'intérêt public, les moyens d'une véritable relance de l'économie. Il est facile de multiplier les exemples de cette politique économique avant la lettre. Citons encore Barthélémy de Laffemas, pour lui, l'agriculture est importante pour consolider l'indépendance, voire l'autarcie de la France, pour cela il faut changer de mode de culture, passer de la production de blé à celle du riz.

Le travail est la nouvelle manière pour s'approprier l'espace ; c'est lui qui justifie le droit de propriété, qui lui donne son aspect naturel. On notera avec que John Locke, pour conserver toute la logique nécessaire à son raisonnement, doit imaginer *un espace ouvert* (ici il s'agit des possibilités offertes par les terres d'Amérique) où tout individu qui le désire réellement doit pouvoir accéder par son travail à la propriété foncière. Sans cette hypothèse d'un espace illimité à défricher, il est évident que les propositions de John Locke apparaîtraient comme rétrogrades, comme une simple justification d'un ordre social établi.

Conclusion

En partant de la réalité matérielle et des nécessités pour l'État d'avoir une politique cohérente de mise en œuvre de la puissance économique de la nation, les premiers économistes ont découvert l'importance de deux concepts fondamentaux :

- *le travail*. C'est toujours lui qui crée la richesse, et c'est donc lui qui doit être favorisé et encouragé. Ce premier concept sera repris d'un point de vue plus abstrait, plus théorique, par les tenants d'une analyse fondée sur *la valeur travail* (Smith, Ricardo, Marx).

- *le circuit économique*. Ce dernier concept permet de montrer la solidarité nécessaire entre les différentes classes de la société, et la majeure partie de la politique économique doit être consacrée à l'amélioration de la fluidité du circuit. Cette approche en terme de circuit sera oubliée par les tenants d'une analyse en terme d'équilibre naturel sur les marchés, et ne sera véritablement retrouvée qu'à partir des travaux de Keynes qui porteront sur les déséquilibres du fonctionnement des marchés, justifiant ainsi une intervention extérieure aux agents économiques.

2. Décrivez les apports méthodologiques de la Physiocratie.

Introduction

La Physiocratie a été, et restera longtemps, un phénomène unique dans l'histoire de la pensée économique. Le mouvement physiocratique, c'est d'abord une école au sens plein du terme. Par delà les différences de personnalités qu'on peut y rencontrer, l'ensemble des auteurs présente une grande homogénéité. Formellement, cette école est animé par un maître incontesté : François Quesnay qui

avant de verser sur le tard dans l'économie avait longuement fréquenté les coulisses du pouvoir de la monarchie finissante, puisqu'il était le médecin du roi. À côté de ce maître, il y a des disciples nombreux parmi les plus connus l'abbé Baudeau, sans doute le meilleur propagandiste des idées de Quesnay, Mirabeau (le père) auquel Quesnay avait emprunté bien des idées, Dupont de Nemours qui fut à la fois un homme d'affaire avisé, un politicien, mais aussi un penseur qui représente peut être cette transition entre une pensée économique autoritaire et une pensée véritablement libérale (il eut une influence très grande dans la formation de la pensée de Jean-Baptiste Say). Il faudrait parler également de Mercier de La Rivière qui, ayant vécu longtemps dans les colonies américaines de la France, a développé une pensée originale sur le colonialisme ou Le Trosne.

1. Emergence de nouveaux concepts

La spécificité de cette école c'est aussi d'enseigner, de diffuser un savoir théorique et pratique par l'intermédiaire d'écoles et de journaux qui doit avoir socialement et politiquement des effets positifs sur le développement ultérieur de la richesse de la nation, et sur l'apaisement des conflits entre les classes sociales. On croît beaucoup aux vertus de l'instruction, aussi bien pour faire circuler des innovations techniques qui vont améliorer les rendements agricoles que pour conseiller les grands propriétaires fonciers dans la gestion de leurs terres, ou encore pour faire la propagande pour la meilleure forme de pouvoir politique qui doit améliorer le bien être de l'ensemble de la population. Les physiocrates qui ont su s'infiltrer dans les coulisses du pouvoir se sentent investis d'une mission importante, ils veulent reconstruire le fonctionnement de l'État et de l'économie sur de nouvelles bases.

C'est sans aucun doute grâce à l'application de ses principes que la pensée physiocratique aura une grande importance, aussi bien dans son temps que rétrospectivement. Elle a été mise en application dans certain duché de l'Allemagne avec plus ou moins de bonheur, elle a aussi servi de guide à de nombreuses réformes de l'impôt à la fin du XVIII^e siècle, aussi bien à la fin de la Monarchie Absolue que dans les débuts de la République puisque le premier budget de la France établi sous la Convention par Boislandry se réfère directement à la pensée de Quesnay. Mais c'est une pensée qui conserve une grande place parce qu'elle est considérée comme étant le point de départ d'une analyse scientifique et rigoureuse de l'économie. De nombreux auteurs, même éloignés de leur philosophie profonde ont rendu aux physiocrates un hommage appuyé de leur vivant : Turgot qu'on range souvent à tort à l'intérieur du mouvement, et aussi Adam Smith qui avait rencontré François Quesnay lors d'un séjour parisien, antérieurement à la rédaction de son *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

La physiocratie se déploie de 1756 (date de la publication du premier article de Quesnay pour l'Encyclopédie, *Fermiers*) à 1774, date de la mort de Quesnay. La pensée physiocratique aura encore une grande influence sur le débat intellectuel et politique jusqu'après la Révolution Française, mais elle s'est diluée, devenant le faire valoir d'à peu près n'importe quelle position théorique ou politique, on se réfère alors à la physiocratie un peu par habitude, et sans vraiment avoir en tête le contenu précis de cette pensée. Beaucoup de ses aspects apparaissent trop conservateurs et sur de nombreux points elle semble dépassée par l'ouvrage d'Adam Smith paru en 1776 qui critique ouvertement le système des physiocrates.

Malgré ses excès qui rendent les principaux représentants du courant physiocratique très antipathiques, ou peut-être bien à cause d'eux, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là d'une pensée profondément originale. Derrière les néologismes et même parfois l'hermétisme de la présentation de leurs thèses, il y a d'abord une reformulation des principaux concepts de l'économie politique, et un effort remarquable d'abstraction de la pensée qui anticipe sur la production des systèmes théoriques du XIX^e siècle. De ce point de vue les écrits de François Quesnay sont bien plus intéressants que ceux d'Adam Smith.

Son intérêt principal est d'avoir mis en œuvre une méthodologie nouvelle qui permet de comprendre la formation de la richesse nationale à travers un formalisme qui préfigure les outils de la comptabilité nationale moderne. Il y a aussi une réflexion approfondie sur la dynamique de la production par l'intermédiaire de la notion de *produit net* qui conduit de la façon la plus naturelle vers les théories modernes de la croissance et de l'accumulation du capital. Mais c'est une pensée handicapée sur le plan politique et social, qui se révélera totalement incapable de saisir les mutations

profondes annoncées par la plupart des penseurs qui leurs sont contemporains. Schumpeter insistait sur le fait que les physiocrates s'inscrivaient dans une philosophie du droit naturel. Son objet est la reconstitution d'un ordre naturel immuable, qui se reproduirait, identique à lui-même, dans l'immobilité des temps futurs. Comme toute pensée qui se veut réformatrice, la physiocratie est normative, orientée vers un système politique. Elle est toute entière orientée vers le maintien, voire vers l'élargissement des inégalités sociales, elle reste incapable de penser l'économie en dehors des structures sociales et politiques ambiguës de la Monarchie Absolue. Elle appartient encore à un système de pensée qui comprend la société fragmentée en trois ordres strictement hiérarchisés.

Son but est d'analyser la reproduction du capital à partir du surplus (le produit net). Mais il s'agit seulement d'une analyse du capitalisme agricole, et cette pensée ne peut s'appliquer qu'à des formes de socialisation complètement désuètes déjà au XVIII^e siècle dans le moment de la Révolution Industrielle qui, déjà amorcée en France, bat son plein en Angleterre.

II. De la théorie à la pratique, l'influence de la pensée sur l'organisation économique

Du vivant de François Quesnay, les physiocrates ont une influence directe sur la conduite des affaires sociales, économiques et politiques de la France. Cela ne peut s'expliquer que par des causes qui relèvent de la sociologie de la connaissance. En effet, nous sommes frappés de voir que certaines de leurs idées parmi les plus marquantes - la liberté d'exportation des grains, la nécessité de maintenir de hauts prix pour le commerce des céréales, la nécessaire concurrence entre les producteurs - avaient déjà été énoncées par Boisguillebert ou Vauban, mais, non seulement elles n'avaient pas été suivies d'effet, elles n'avaient pas trouvé un grand écho auprès de la classe politique et des intellectuels. Deux raisons principales ont semble-t-il permis à la physiocratie de diffuser rapidement et largement leurs idées, au point qu'elles devinrent la référence incontournable de la plupart des réformateurs :

1. d'une part, le contexte intellectuel a bien changé, le mouvement des Lumières a en quelque sorte normalisé cette nécessité de théoriser l'ensemble des relations sociales, l'ensemble des fonctions de l'être humain, il est admis maintenant que le préalable à la réforme c'est une évaluation d'abord théorique des principales solutions possibles. Ce qui veut dire que le débat d'idées est devenu une chose commune, une composante essentielle de la vie sociale ;

2. d'autre part, ce qui a permis aux physiocrates de réussir à faire passer un certain nombre de leurs idées réformatrices, c'est qu'ils se sont rangés en bloc aux côtés de la Monarchie Absolue et des gros propriétaires terriens. Leurs propositions ont été présentées directement à la classe détenant le pouvoir politique comme l'ultime recours pour sauver l'ordre social chancelant. La physiocratie se présente sans ambages comme la pensée attitrée de la Monarchie Absolue, comme l'institutrice d'un ordre social fondé sur le capitalisme agricole. Elle peut d'autant plus facilement le faire qu'elle défend un ordre hiérarchique strictement inégalitaire.

La position théorique des physiocrates qui les repousse du côté de la classe des gros propriétaires fonciers, ne s'explique pas seulement du point de vue d'une sociologie de la connaissance. Elle a des résonances historiques. Elle peut s'expliquer aussi par la particularité de la Monarchie Absolue française au milieu du XVIII^e siècle. La France est alors une nation à la recherche de son identité, elle doute de pouvoir assumer son rang aussi bien aux plans militaire qu'économique et politique. Il faut comprendre que ce pays, à la différence de ses voisins, n'a réussi aucune réforme, ni sur le plan de l'agriculture, ni sur le plan administratif, pas même celle de l'impôt pourtant réclamée par presque tous les commentateurs. Et puis, du point de vue pratique, organisationnel, il faut bien constater que l'expansion économique ne peut venir du travail industriel et commercial, travail trop réglementé, enfermé dans le carcan des règles des corporations. Le capital reste encore largement mobilisé par des spéculations sur les marchandises étrangères, sur l'immobilier parisien, ou encore sur la valeur des terres agricoles. Dans cette atmosphère d'amoralisme financier, les propriétaires fonciers ignorent pour la plupart les problèmes de rentabilité économique. Ils vivent de privilèges et de passe-droits. En 1750, il est notoire que les terres agricoles françaises ont une rentabilité très faible par rapport à l'agriculture anglaise pourtant bien moins pourvue en terres fertiles.

À partir des années 1730-1740 le redressement bien réel de l'agriculture française et européenne en général, va venir justifier la prééminence de la classe des gros propriétaires fonciers sur le reste de la société. Dans un tel contexte où la révolution agraire n'a pas encore vraiment donné tous ses effets, les physiocrates pensent que la nation n'aura une identité véritable que si elle établit un système

économique et politique stable, régulier, hiérarchisé et incontesté. C'est là le sens de la théorisation du *Royaume Agricole*.

III. La marche vers l'abstraction en économie

De nombreux auteurs ont fait des physiocrates les pères de l'économie moderne. En règle générale, on insiste sur les concepts nouveaux qu'ils sont sensés avoir introduit dans l'analyse économique, sur la portée politique de leurs analyses, mais il y a un point qui manque à ce panorama. Ils sont aussi les premiers à avoir innové dans la façon de diffuser leurs idées. Dans ce *terrorisme intellectuel*, dénoncé de leur vivant par des auteurs comme Voltaire, il y a une spécificité évidente qui s'appuie sur les protections dont ils bénéficient auprès du roi et des hauts dignitaires du régime. Cette volonté de faire carrière que Mirabeau (le père) dénoncera de façon tout à fait aigre à propos de l'attitude de Dupont de Nemours, passe aussi bien par la recherche de postes ministériels que par la demande de subventions auprès des pouvoirs publics, pour ouvrir des écoles, subventionner des journaux qui, en théorie, devraient aider à une meilleure compréhension des règles du progrès.

L'importance de la physiocratie est reconnue à partir des deux critères suivants :

1. Ils ont été les premiers à avoir donné une analyse scientifique du capital, c'est-à-dire le premier système qui ait exposé d'une façon logique et cohérente les raisons de la croissance de la production des richesses. À ce titre, il s'agit bien évidemment de la première théorie de la croissance économique.

2. En dévoilant et en formalisant à travers la présentation du Tableau Économique, les liaisons entre les différentes classes sociales, ils élaborent une théorie de la circulation de la richesse. Et par là, ils donnent un fondement logique et pratique à leur défense d'un certain libéralisme économique (même si celui-ci est des plus limités). En s'opposant violemment aux pratiques mercantilistes des États, ils ont été parmi les premiers à avoir rapproché les nécessités de la politique économique des notions définies par la philosophie libérale.

Tout cela est la conséquence d'une démarche particulière qui consiste à représenter l'ensemble du corps social comme une *totalité* qui trouve son unité à partir d'un tout petit nombre de relations essentielles dont la logique est évidente.

La théorie économique de la physiocratie met en son centre la notion de *produit net*. C'est le produit net qui va justifier le maintien des inégalités sociales. Le niveau de produit net est la marque de l'opulence de la nation, or, sans inégalités maintenues et élargies de la propriété agricole, il n'y a pas, il ne peut y avoir de surplus.

Par ailleurs, les physiocrates reconnaissent l'importance du travail du laboureur mais comme on reconnaîtra aussi l'utilité de certains travaux de l'industrie. En réalité, ce surplus existe dans l'échange, ce n'est pas le travail du laboureur qui le crée. On aura beau dire que le commerce est « dévalorisé » dans les textes des physiocrates, il n'empêche que c'est lui qui permet de mettre en œuvre la richesse. La richesse n'est donc pas un simple objet matériel porteur de valeur d'usage, c'est aussi un objet échangeable, un porte-valeur.

On ne saurait être plus clair, il n'y a de richesse que *vénale*, et il n'y a de richesse que parce que quelqu'un la convoite en tant que telle. Dans le système physiocratique, il ne peut y avoir de richesse sans échange, et à cet égard le discours des physiocrates n'est pas si éloigné que cela du néomercantilisme de Galiani et des tenants d'une théorie psychologique de la richesse, tels Condillac et Graslin. Nous pourrions emprunter encore d'autres exemples à Dupont de Nemours, Le Mercier de la Rivière, etc. qui mettent en avant l'importance du commerce. D'ailleurs, comment justifier le surplus sans l'échange ?

Ce qui fait la différence avec les écrits mercantilistes, c'est la référence quasi mythique (ou théologique) des physiocrates à la prolixité de la nature. Mais tout en allant dans le sens d'un renforcement des propriétaires fonciers dans leur position sociale, il faut bien les justifier en tant que seuls détenteurs de la richesse (la vraie, celle qui s'échange ou se transforme dans l'échange), il apparaît qu'il leur faut aussi théoriser l'échange. Cela ne peut se faire que dans sa négation. Car si l'échange apparaît comme déterminant dans la révélation du surplus, il occasionne aussi un certain nombre de frais.

Conclusion

L'apport de la physiocratie a été considérable dans la modification de l'analyse économique. En effet, Quesnay et ses disciples ont créé de nouveaux concepts qui ont permis d'ouvrir la voie à l'abstraction croissante de la discipline. Cependant, si cette forme de pensée a été longtemps négligée, c'est qu'elle n'est pas arrivée à s'extraire du contexte de la Monarchie finissante. Marx accordait beaucoup d'importance à cette forme théorique. Mais elle a eu aussi des résonances forte sur des auteurs plus modernes, comme Léon Walras, ou le prix Nobel Maurice Allais ont retrouvé l'intérêt d'un impôt sur le capital à travers leurs écrits. En outre, on peut dire que la présentation du circuit économique anticipe sur les travaux ultérieurs de comptabilité nationale qui se développeront après la Seconde Guerre mondiale.

3. En quoi la théorie de la valeur « travail » de Smith diffère-t-elle de celle de Ricardo ?

C'est une question brève qui n'appelle pas de longs développements, elle n'éclaire que l'évolution théorique divergente des deux auteurs.

À la fin du XVIII^{ème} siècle, l'économie politique trouve un consensus sur le fait que ce ne sont pas les ressources naturelles d'un pays qui fonde la richesse de la nation, mais bien plutôt le travail qui sera mis en œuvre pour produire les marchandises. Cette approche s'inscrit parfaitement dans les prémisses de la Révolution industrielle. La différence entre Smith et Ricardo ressort plutôt d'une différence de méthode.

Adam Smith considère que le marché est fait d'imperfection, et qu'à ce titre la valeur d'usage (le contenu en travail effectué pour produire la marchandise) et la valeur d'échange (le temps qu'il faut travailler pour pouvoir acheter une marchandise) différent plus ou moins. Il suppose que, si ces valeurs ne sont jamais égales, les valeurs d'échanges « gravitent » autour des valeurs d'usage, donc qu'elles ne s'éloignent pas trop. Il suppose aussi que les marchés évoluent dans le temps vers une plus grande transparence et une plus grande fluidité. Il s'ensuit que pour lui ce qui existe à travers une marchandise, c'est le pouvoir que celle-ci permet d'obtenir sur le travail d'autrui. L'approche smithienne va ainsi affiner les fonctions sociales et politiques du « marché ». En outre, une telle vision permet de mieux comprendre pourquoi le niveau des salaires peut s'élever durablement au-dessus du minimum de subsistance. C'est donc une approche contextualisée de la valeur-travail.

David Ricard, bien que s'inspirant ouvertement de Smith, s'en éloigne fondamentalement sur le plan de la méthode. Pour lui, ce qui est important, c'est de rechercher des lois économiques « pures », décontextualisées. C'est-à-dire qui soient applicables en tous lieux et en tous temps. Cette volonté théorique lui fait considérer que d'une manière plus ou moins aisée, le marché est transparent et permet d'ajuster les valeurs-travail commandé aux valeurs-travail incorporé. Dès lors la quantité de travail incorporée dans une marchandise va devenir « l'étalon de la valeur » de ces marchandises. Ceci explique également que pour Ricardo le niveau des salaires ne pourra durablement s'élever au-dessus du minimum de subsistance.

En dehors des différences dans la méthode, le contexte explique aussi les oppositions. En effet, en 1776 lorsque Smith rédige son *Enquête sur les causes de la richesse des nations*, la situation économique en Angleterre est florissante, et les salaires augmentent régulièrement. Au contraire, lorsque Ricardo publie ses *Principes de l'économie et de l'impôt*, en 1815, l'Angleterre, comme le reste de l'Europe, sont en récession, et les salaires ont tendance à baisser.

Néanmoins, c'est l'approche théorique de la valeur travail par Ricardo qui sera retenue par l'Histoire de la Pensée Economique, attribuant une approche erronée à Smith. Pourtant à la fin de sa vie Ricardo reviendra sur sa propre théorie, la signalant comme infondée et lacunaire.

4. Que signifie la baisse tendancielle du taux de profit pour Marx ?

Introduction

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit est l'héritage de Ricardo. Celui-ci analysait les conditions futures de la stagnation économique, notamment en s'appuyant sur le fait qu'une population croissante obligerait peu à peu les propriétaires fonciers à augmenter leurs rentes et que celles-ci pèseraient tellement sur le taux de profit que cela priverait les entrepreneurs d'incitation pour investir. Pour Ricardo, il va de soi que cette tendance est naturelle. Il prévoyait que sur le long terme le taux de profit avoisinerait zéro. C'est une idée qui est assez répandue, et qui a déjà suscité de nombreux travaux. Mais Marx va s'en emparer dans un autre contexte. Il va analyser la baisse du taux de profit comme à l'origine aussi bien des crises économiques récurrentes que des transformations du capitalisme. Il y a là, pour Marx, une possibilité de transformer la société et d'aller vers le socialisme. Cependant Marx se méfie des lois naturelles, et il prend la peine de noter que chaque fois que le capitalisme est en crise, il trouve les ressources en lui-même pour se réformer, s'élargir et se réformer.

I. Les crises économiques et la baisse du taux de profit

Concrètement, la crise de surproduction se manifestera d'abord comme une crise de liquidité : les marchandises ne trouvent pas preneur parce qu'il y a une défaillance de la demande, la circulation est bloquée en un endroit du système. Ça n'est qu'en apparence un paradoxe si dans la crise se dévoile l'unité de la production et de la circulation, car l'autonomie de ces différents moments devient alors illusoire. Il ne suffit pas d'améliorer les rouages de la circulation des marchandises et du capital pour enrayer la crise de surproduction, car celle-ci est inhérente au système lui-même. La concurrence entre les capitaux est un système fondamentalement néfaste. Au plan éthique, il est le reflet d'une opposition entre l'homme et son semblable ; mais il est aussi une source de gaspillages continus. D'un côté il détruit une fraction du capital social, et de l'autre il n'autorise la satisfaction des besoins humains que pour autant que cela permette d'assurer un taux de profit suffisant. L'économie politique, dans son ensemble, postule une concurrence entre capitaux individuels pour expliquer l'accumulation du capital : c'est parce que la société est divisée en fractions indépendantes et autonomes que l'économie peut prospérer. Marx va inverser totalement ce schéma : la guerre entre les capitaux n'est pas quelque chose de naturel. Il faut expliquer ce phénomène. La concurrence n'est plus une hypothèse théorique, mais une contrainte pour la reproduction du capital sur une échelle élargie. C'est à ce niveau que va intervenir la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Cette loi explique la nécessité de l'accumulation du capital sur une échelle progressive. Mais cette loi est dite tendancielle parce que, au niveau de la société dans son ensemble, il existe des possibilités pouvant contrecarrer les effets négatifs pendant un temps très long. Le caractère tendanciel de cette loi fait sortir l'économie de son cadre déterministe : *il n'est pas possible de prédire de crise définitive* de la société capitaliste, car l'issue de la crise dépend de la réaction des agents économiques.

Posons : p = plus value ; c = capital constant (machines et matières premières) v = capital variable (équivalent des salaires versés)

$y = c + v + p$ c'est la valeur d'une marchandise produite estimée en heures de travail

p / v = taux d'exploitation de la force de travail ou taux de plus value

c / v = est la composition organique du capital (reflet de la technologie utilisée)

$\Phi = p / (c + v) = (p/v) \times 1/(1+c/v) =$ taux de profit

Cet ensemble d'équations représente le mouvement de l'accumulation du capital, aussi bien en tant que réalité technique, que réalité sociale. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit peut être définie comme le résultat de mouvements contradictoires entre la variation du taux de plus value et le changement technologique qui modifie la composition organique du capital. Le taux de profit baisse, parce que $(1 + c/v)$ augmente plus vite que le rapport (p/v) . Marx va montrer que en discutant des modifications pratiques du taux de profit, cela nous mène à envisager les conditions pratiques de l'accumulation du capital : d'une part des changements qui affectent le taux de plus-value, et d'autre part ceux qui modifient les techniques de production utilisées.

Par ailleurs, il faut se souvenir que du point de vue de l'histoire de la longue durée, cette loi est la vérification empirique directe des progrès d'ensemble de la société en ce qui concerne la productivité du travail, ce qui pour Marx est tout à fait positif, puisque ces progrès sont la condition de la libération de l'homme.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit suppose un taux de plus-value stable dans le temps (un degré d'exploitation de la force de travail inchangé), et cela pour des raisons d'ordre social et historique ; mais le développement des forces productives n'est pas soumis à une telle contrainte. Si l'amélioration de la productivité du travail ne se traduit pas par une hausse du taux de la plus-value, cela exclut l'idée d'une paupérisation absolue de la classe ouvrière et que l'expression de la loi s'inscrit dans une tendance naturelle et illimitée à l'augmentation du volume de capital accumulé.

II. La dynamique du capitalisme et les réformes structurelles

La baisse du taux de profit est une loi naturelle du mode de production capitaliste. La conséquence directe est que, pour survivre, le système capitaliste doit se modifier en permanence, se renforcer, étendre son champ d'application. Le simple énoncé des influences contraire à la baisse du taux de profit suffira à montrer comment les lois de l'économie politique existent conflictuellement dans le cours du développement de la vie sociale. La modification du procès de production s'inscrivant dans les mouvements de la lutte des classes, donc résultant d'un rapport de forces, il n'y a, en la matière rien de transcendant ou d'inéluctable. Marx va retenir six causes principales qui font que la baisse du taux de profit est seulement tendancielle :

1. *L'intensité croissante de l'exploitation du travail.* Dans tous les cas, il s'agit de faire remonter le taux de profit en relevant le taux de plus-value. Une des solutions consiste pour les entrepreneurs à substituer de la main d'œuvre moins qualifiée et moins chère, comme par exemple dans la mise au travail des femmes et des enfants. On remarque d'ailleurs que cette tendance est vérifiée, en période de crise, il y a une progression de la féminisation de la main d'œuvre. Des exemples récents peuvent être cités : entre 1920 et 1940, et entre 1975 et 2006. Le salaire familial peut alors très bien augmenter, tout en recouvrant une baisse du salaire par tête. Ce qui permet de relancer la production du surtravail parce que le mode de production capitaliste s'étend à de nouvelles couches de la population.

2. *L'abaissement des salaires réels.* C'est le phénomène qu'on observe empiriquement dans les périodes de crise au moins jusqu'en 1945, et aussi depuis 1975. Il semble être un frein naturel à la baisse du taux de profit, mais en fait il s'agit du résultat des pratiques concurrentielles sur le marché du travail. Pour Marx, ce n'est pas une solution durable, parce qu'elle correspond à un recul du niveau de la consommation.

3. *La baisse du prix du capital constant.* Cette baisse peut apparaître soit comme le résultat d'une hausse générale de la productivité du travail, comme la mise en œuvre de techniques plus économiques dans la production des biens d'équipement, soit comme une dévalorisation des actifs résultant d'une concurrence accrue entre les producteurs de biens d'équipement. Dans le premier cas, la remontée des taux de profit peut être durable, elle est le résultat d'une introduction d'innovations nouvelles. Dans le second cas, elle n'est qu'un effet de la crise elle-même, et n'est donc pas une vraie solution. Il s'agit de la mise à la retraite d'une fraction de l'appareil productif qui induit une remontée du taux de profit moyen.

4. *La surpopulation relative.* C'est l'intégration de nouvelles couches de populations à la condition salariale. Le taux de profit remonte non seulement parce que cette surpopulation relative permet d'abaisser le salaire moyen, mais aussi parce que les nouvelles industries qui emploient ces nouveaux travailleurs sont les plus consommatrices de main d'œuvre.

5. *Le commerce international.* En se développant, il accélère le procès d'accumulation du capital, mais il contribue aussi à abaisser le prix du capital variable, et par la suite à relever le taux de profit moyen. Par exemple, lorsque le libre-échange se développe, le salaire diminue, parce que les biens qui rentrent dans la détermination de la valeur d'une unité de travail vont voir leur valeur baisser. Le taux de profit moyen remontera également si on transfère une partie des activités de production vers les colonies où la main d'œuvre est peu chère. Il y aura de la même manière un partage de la production entre pays riches et pays pauvres : les premiers conserveront la production à forte valeur ajoutée, basée sur une technologie sophistiquée, tandis que les seconds s'orientent vers des productions rudimentaires qui demandent peu de savoir faire et qui sont dans les pays riches les activités les moins rentables, les moins performantes.

6. *L'accroissement du capital-actions.* Une des manières, pour le capital, de faire remonter le taux de profit, peut être au contraire de restreindre son champ. C'est ce qui se passe lorsque, en réorganisant son mode de fonctionnement, il dissout la propriété du capital en distribuant des actions à un public de

plus en plus large. Il s'agit, en transformant une partie des profits en dividendes, de faire sortir cette masse de profit du calcul du taux de profit réel qui, de ce fait remonte. Il y a de ce fait exclusion d'une fraction de l'appareil productif du calcul du taux de profit moyen. Cependant, cela correspond à un partage du risque tout à fait réaliste qui permet de se débarrasser plus facilement des actifs les moins rentables, le capital pouvant ainsi se redéployer en d'autres lieux, sur d'autres secteurs plus rentables.

Conclusion sur les causes qui entravent la baisse du taux de profit.

Ce sont toutes des causes exogènes au mouvement de l'accumulation du capital proprement dit. Elles ne font que repousser toujours plus loin les problèmes de fond du capitalisme concurrentiel, d'une part en élargissant ses possibilités de reproduction à de nouvelles sphères de la vie sociale ou à de nouveaux espaces géographiques, et d'autre part en excluant telle ou telle activité dont la poursuite limiterait les progrès de l'accumulation du capital. Ce faisant, le mode de production capitaliste se nie lui-même. Dans tous les cas, la violence est la seule issue possible pour que se poursuive le système. C'est dans la crise que le capital se régénère ou qu'il disparaît.

5. Pourquoi dit-on que l'approche de Schumpeter est dynamique ?

Introduction

L'analyse de Schumpeter intègre la dimension temporelle dans son analyse, et donc s'intéresse aux transformations en profondeur de l'économie. Ce n'est pas pour rien qu'il admire Marx et qu'il a été formé au contact de l'*École Historique Allemande*. Il présente ainsi l'économie comme mue par des déséquilibres, que ce soit au niveau de l'innovation, Schumpeter passera une grande partie de son temps à analyser le rôle de l'entrepreneur, ou que ce soit au niveau de ce qu'il appelle « la destruction-créatrice ». Mais cette dynamique est recadrée en permanence par une théorie des cycles qui, elle, s'appuie sur une approche statistique large. Elle suit donc une démarche inductive. Au fur et à mesure que l'accumulation du capital se réalise, et que l'économie a des succès, les conditions mêmes de la production et de la consommation changent, engendrant à sa suite des transformations sociales, institutionnelles et culturelles.

I. Mécanisme des cycles

Dès 1913, dans sa *Théorie de l'évolution économique*, Schumpeter présente sa théorie de l'innovation et de l'évolution, comme étant le résultat d'une rupture dans le circuit économique, et le plus souvent cette rupture provient d'une production additionnelle de monnaie, c'est-à-dire de l'inflation elle-même. C'est pour cela que les grandes vagues d'innovation s'accompagnent toujours de bouleversements dans les formes de production de la monnaie. Le rôle du crédit est essentiel car c'est lui qui va permettre l'apparition de nouveaux entrepreneurs. Schumpeter met au centre de son analyse le rôle essentiel de l'entrepreneur : qui n'est pas seulement capable d'innovation, mais est également porteur de valeurs culturelles nouvelles. Globalement, cette théorie de l'évolution s'accompagne d'une ébauche d'une théorie du cycle de vie du produit. La vie économique est ainsi faite que le processus de *destruction créatrice* sans lequel il n'y a pas de progrès économique va rendre périodiquement obsolètes un certain nombre de biens et de services. Leur production, comme leur consommation, suit un cycle : au début la consommation d'un produit nouveau est faible, seulement réservée à une certaine élite qui ouvre la voie. Ensuite, cette consommation devient un standard de vie, son coût de production est de moins en moins onéreux, la masse peut y accéder. Peu à peu le marché sature et les consommateurs vont se détourner de ce produit qui apparaîtra démodé et qui finira par disparaître.

Cette théorie de l'évolution économique va être reprise beaucoup plus tard par Schumpeter dans ce qu'il considérait comme son grand œuvre : *Business Cycles : A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process*, publié en deux volumes en 1939. Cet ouvrage est aussi bien une théorie des cycles longs qu'une compilation de données statistiques qui permettent une comparaison internationale dans l'évolution économique des grands pays industriels. C'est une œuvre peu connue, non traduite en français. La plupart des économistes lui préférant l'ouvrage de 1913 pourtant plus

abstrait. La raison en est que les *Business Cycles* mêlent l'analyse économique et historique, l'approche statistique et théorique. Et puis il faut préciser qu'à l'époque le débat entre économistes s'organisait principalement autour des thèses de Keynes.

L'approche des crises par Schumpeter s'inscrit dans la logique des cycles longs. Le cycle est fait de trois phases : une phase d'accélération de la croissance dite phase d'*expansion*, une phase de stagnation du taux de croissance qui manifeste la *crise* du système, et une phase de ralentissement de la croissance plus ou moins forte qu'on appelle *récession* ou *dépression* lorsque la croissance devient négative. Cette forme est évidemment commune à tous les cycles économiques, qu'ils soient des cycles conjoncturels courts de 2 ou 3 ans (Kitchin), des cycles d'amortissement du capital décennaux (Juglar) ou de transformation sociale d'environ cinquante ans (Kondratiev).

II. L'articulation des différents cycles

Le cycle le plus intéressant à étudier est le cycle long sur lequel l'économiste russe marxiste Kondratiev avait mis l'accent. Sa dynamique est complexe, et il marque un changement profond, non seulement dans la manière de produire, mais aussi de vivre. Le début d'un cycle de Kondratiev intervient au creux de la dépression, au moment où l'économie est en quasi stagnation. On assiste alors à une arrivée massive d'innovations : on peut parler de *grappes d'innovations*. C'est à partir de là que l'activité économique rebondit. Si les innovations arrivent en grappes, c'est parce qu'elles ont besoin les unes des autres pour exister. C'est le cas du chemin de fer qui fut une innovation majeure. Son développement s'appuie sur de nouvelles formes de machines à vapeur, mais sa mise en œuvre induit de nouvelles productions sidérurgiques parce qu'il faut produire des rails, des locomotives et des wagons. Ce sont aussi des produits nouveaux. Mais l'expansion issue des chemins de fer va aussi s'auto-entretenir puisqu'en diminuant les distances et les frais de transport, la commercialisation des productions industrielles comme des productions agricoles va être modifiée en profondeur. Les habitudes vont changer : le chemin de fer induit des formes de ponctualités inédites jusqu'alors, mais une certaine culture va pouvoir aussi mieux circuler. Et puis bien entendu, comme c'est le cas chaque fois que des moyens nouveaux de transport font leur apparition, les formes d'habitat vont évoluer. Le redémarrage d'un cycle de type Kondratiev c'est bien plus qu'une reprise économique, c'est presque un changement de civilisation.

Schumpeter dénombre trois grands cycles économiques :

- un premier cycle qui représente la première révolution industrielle, fondée sur le développement de l'industrie textile (1770-1820) ;
- un second cycle qui s'appuie sur l'expansion des réseaux de chemin de fer, de la production de la houille et de la sidérurgie (1820-1885) ;
- enfin un troisième cycle long qui a pour industries motrices l'électricité et la chimie (1885-1940).

À chaque fois, ce ne sont pas seulement de nouveaux produits qui sont consommés, ce sont l'ensemble des rapports sociaux qui changent. Dans le passage d'un cycle à un autre, les rapports entre les différents secteurs de la vie économique vont être bouleversés : que ce soit entre les ruraux ou entre les urbains, ou que ce soit entre les ouvriers et les employés du secteur des services. De la même manière les formes monétaires qui définissent le lien social vont elles aussi se trouver transformées. Et puis le niveau de vie va générer de nouvelles formes de loisirs, de culture, c'est le développement d'une information de masse, du cinéma.

Conclusion

L'importance des travaux de Schumpeter est considérable, mais on ne saurait détacher ceux-ci du contexte dans lequel ils se sont déployés. En effet, même si les intuitions schumpétériennes sont précoces, ce n'est seulement qu'entre les deux guerres mondiales que celles-ci acquièrent leur pleine autonomie. Il faut bien avoir à l'esprit pour comprendre Schumpeter que, d'origine autrichienne, il est très sensible aux mouvements sociaux qui se développent et qui laissent entendre que le capitalisme est en voie d'extinction. C'est bien sûr cette idée selon laquelle le socialisme est inéluctable qui sous-tend toute la dynamique schumpétérienne.

6. Le rôle de la monnaie dans l'approche keynésienne.

Cette question doit être traitée de manière relativement brève dans la mesure où elle ne fait qu'éclairer la démarche de Keynes.

La grande nouveauté de l'approche keynésienne est de considérer que la monnaie n'est pas neutre et donc que sa gestion peut avoir des conséquences sur la dynamique de l'économie en général. Son inspiration se trouve dans une réhabilitation des auteurs mercantilistes qui avaient déjà insisté sur l'importance des variations du taux d'intérêt dans la détermination de l'investissement. Cette critique de la position orthodoxe repose sur une réhabilitation des auteurs dit « mercantilistes » qui, les premiers, avaient mis l'accent sur le niveau des taux d'intérêt comme déterminant le niveau de l'activité économique.

Cette critique des positions classiques va avoir des conséquences importantes en matière de *politique économique*. En effet, si les classiques faisaient de la lutte contre l'inflation l'objectif numéro un, supposant qu'à la suite de ce combat les grands équilibres seraient rétablies, Keynes va théoriser le fait que la monnaie peut être un instrument déterminant dans la lutte contre les situations d'équilibre de sous-emploi. Pour cette raison, il considère que la politique monétaire peut activer la relance de l'économie, non seulement parce que la baisse des taux d'intérêt favorise l'investissement productif, mais également parce que si l'inflation s'accélère un peu, elle permet de financer la dette de l'Etat plus facilement et d'éponger l'épargne. Keynes suggérait ainsi que c'était aussi le surplus inemployé d'épargne qui était à l'origine des ruptures au sein du circuit économique.

Cette politique monétaire visant à favoriser un peu d'inflation pour relancer la production et l'emploi a été très critiquée, puisqu'elle ne peut avoir d'efficacité que dans le court terme. On lui a opposé la nécessité des équilibres de longue période aux impératifs de la gestion conjoncturelle. C'est à cet effet qu'il a avancé la phrase suivante : « *À long terme nous serons tous morts* ». Ce qui, au-delà du truisme, signifiait que les objectifs de la politique monétaire devaient être adaptés à un horizon temporel acceptable.

7. Quelles sont les grandes nouveautés de la théorie économique contemporaine ?

La façon dont doit être traitée cette question doit montrer que, étant donné l'importance du sujet, vous êtes amenés à faire des choix, et que ces choix, s'ils auraient pu être autres, restent cohérents.

Introduction

La science économique s'est immiscée dans tous les champs de la vie quotidienne, et les économistes se sont de plus en plus spécialisés. Il s'en est suivi un éclatement de la discipline ainsi qu'une plus grande technicité. Dans la période récente, il y a très peu de grands traités comme avaient pu en rédiger les grands auteurs. Cet éclatement s'est appuyé principalement sur le renouvellement de l'approche microéconomique, élargissant sa méthodologie à des champs qui jusqu'alors relevaient du domaine de la sociologie ou de la psychologie. Le deuxième renouvellement important de la théorie économique se situe du côté de la théorie de la croissance, domaine où l'approche microéconomique a toujours été mal à l'aise, puisqu'elle butait toujours sur l'origine des capitaux nouveaux et sur la transformation des structures de l'économie au fil du temps. Cette nouvelle approche va permettre de réhabiliter la politique économique et la puissance publique.

A. La théorie du capital humain

La théorie du capital humain réussit à révolutionner le champ de l'analyse économique, tout en s'appuyant sur la méthodologie la plus orthodoxe. L'importance de cette nouvelle forme théorique se comprend mieux quand on examine les domaines où elle s'investit. C'est aussi bien le renouvellement

de l'économie du développement que l'économie de la culture, mais c'est également l'économie des transports qui va se trouver transformée, tout comme la théorie de la consommation. Elle a aussi généré de nouveaux champs d'application comme l'économie de la drogue, l'économie des religions ou de la famille, sans parler de l'économie du crime et de la justice. Elle allie l'élégance de la présentation à la cohérence méthodologique, ce n'est pas un hasard si elle s'est développée principalement à l'Université de Chicago.

Pourtant cette nouvelle forme théorique a eu bien du mal à se faire accepter, probablement parce qu'elle était politiquement très engagée à droite, et qu'elle revendiquait ouvertement une vision conservatrice et ultra-libérale de la société. La plupart des solutions préconisées reprendront le leitmotiv d'un abaissement des prérogatives de l'Etat et un accroissement des pouvoirs du marché.

Les premiers pas de la théorie du capital humain vont être réalisés par Theodor Schulz qui obtiendra le prix Nobel d'économie en 1979, conjointement à un autre économiste d'inspiration plus keynésienne, Arthur W. Lewis, et s'appliquer curieusement aux questions de la place de l'agriculture dans le développement des pays pauvres. Son point de départ réside dans l'échec des théories du développement basées sur une insuffisance dans les infrastructures. Il suppose qu'il n'y a aucune différence de culture entre les hommes, que ceux-ci vivent en Amérique latine ou en Afrique, ou encore en Europe. C'est seulement le niveau de capital humain qui est différent. Il construit son analyse théorique sur une critique de la fonction de Cobb-Douglas qui ne prend en compte que deux facteurs de production, le capital et le travail, alors que, sur le plan empirique, le résidu de ce modèle reste désespérément élevé, beaucoup plus fort parfois que la contribution de chacun des deux autres facteurs à la croissance économique.

Le point de départ de sa théorie est une reprise des prémices méthodologiques d'Irving Fischer qui considérait le capital comme *un détour de production*. C'est-à-dire comme un allongement des délais de production. Cette approche peut être élargie, en définissant l'accumulation du capital humain comme une utilisation particulière du temps disponible : au fond il s'agit de détourner du temps, soit de la production, soit de la consommation pour le consacrer à l'élargissement des savoirs. Dans ce contexte, les politiques volontaires de l'État apparaissent inefficaces. Il citera du reste comme exemple la Corée du Sud et les pays d'Asie de l'Est qui développeront le financement de leurs projets éducatifs à partir d'une épargne des ménages particulièrement élevée.

Cette manière de voir le développement peut s'appliquer directement à la question agricole. Alors que la plupart des économistes du développement ont mis l'accent sur la nécessité des réformes agraires comme préalable, avec une redistribution de la propriété, Schultz tentera de démontrer que la question ne réside pas là, mais plutôt dans la capacité des agriculteurs à s'approprier des technologies de production performantes, ce qui ne peut passer que par un niveau d'éducation plus élevé. C'est une manière de dire aussi que le prix des terres est relativement trop élevé par rapport à la valeur du capital humain parmi les intrants que nécessite la production agricole.

Bien que les travaux de Gary S. Becker manifestent une méthodologie des plus orthodoxes et qu'ils s'inscrivent ouvertement dans la continuité de ceux de Schultz, ils révolutionnent complètement la science économique :

- d'une part parce ces travaux permettent à celle-ci de se saisir de domaines qu'elle ignorait jusqu'ici. En effet, jusqu'à ce que les travaux de Gary S. Becker soient pris au sérieux, une des principales critiques qui pesaient sur la méthodologie néo-classique était qu'elle avait une approche un peu trop frustrée de la rationalité individuelle et donc que l'ensemble de sa modélisation prêtait le flan à la critique à cause d'hypothèses trop réductrices sur le comportement humain. Et il arrivait alors justement qu'on considère que l'économie devrait tenir un peu plus compte des apports d'autres sciences humaines comme la sociologie ou la psychologie. Becker va montrer que sans changer de paradigme, il est possible de contourner cette critique, et même de démontrer que la science économique est la seule science sociale sérieuse. Il considèrera d'ailleurs que les sciences humaines posent souvent de bonnes questions, mais qu'elles n'ont pas les moyens théoriques d'y apporter de bonnes réponses ;

- et d'autre part parce qu'en élargissant le champ d'investigation de la science économique, Becker va donner un caractère un peu plus moderne à l'analyse économique, s'intéressant aussi bien à la question de la criminalité qu'à celle du mariage.

Pour réaliser ce programme très ambitieux, Becker va produire une révision méthodologique décisive selon deux axes :

- il se présente dans l'histoire de la pensée économique comme le troisième maillon de la chaîne. Ainsi, Adam Smith a jeté les fondements de la science économique, mais sa vision des choses a été limitée par la problématique de l'époque. Il s'en est tenu à l'analyse des mécanismes de marché pour les seuls biens matériels produits par le travail humain. Cette limite a d'ailleurs amené la science économique dans l'impasse de la théorie de la valeur travail. Ensuite, Léon Walras a élargi le domaine d'investigation de la science économique à l'ensemble des biens et des services marchands, abandonnant la théorie de la valeur travail au profit d'une présentation plus adéquate de la réalité fondée sur la valeur utilité. Cette vision des choses a été décisive aussi bien parce qu'elle a permis de produire une analyse de la répartition de la richesse qui ne soit pas fondée sur un antagonisme de classes, mais aussi parce qu'elle a permis de mieux comprendre que le progrès économique pouvait s'appuyer, comme l'avait déjà suggéré J.-B. Say, sur une production accrue de services ou de marchandises immatérielles. Mais la limite de cette nouvelle approche était qu'elle ne permettait pas de comprendre le rapport qu'il pouvait y avoir entre la sphère monétaire et la sphère non monétaire, et ensuite elle maintenait une distance artificielle entre les notions de producteur et de consommateur, distance nuisible à la compréhension de la réalité sociale et économique.

Gary S. Becker va se servir d'une théorie du temps économique pour révolutionner complètement la discipline. Grâce à l'introduction du prix du temps, il montre dans un article décisif *A Theory of Allocation of Time*, paru en 1965, que la distance entre le producteur et le consommateur est artificielle. Mais cette introduction va aussi permettre à l'analyse économique de sortir du cadre étroit des relations monétaires, et d'un certain point de vue il répond à une critique méthodologique de K. Marx qui disait que la limite de l'analyse économique était justement de ne se borner qu'à l'analyse des relations monétaires. L'approche reste strictement micro-économique et suppose que toutes les formes sociales, y compris leurs formes historiques ne se comprennent qu'à partir de l'outil très simple de l'analyse coût-avantage.

Le point de départ est que le consommateur est aussi un producteur. Pas seulement parce que le consommateur doit aussi travailler pour avoir de l'argent et consommer : c'est dans son comportement même qu'il est aussi un producteur. Par exemple, nous pouvons considérer que le consommateur ne consomme pas à proprement parler un bien matériel, mais l'utilité qui y est attachée. Il a donc une activité productrice qui s'exprime dans le fait qu'une consommation ne s'explique pas seulement par le bien acquis sur le marché, mais par l'adjonction d'une quantité de temps plus ou moins importante pour l'utiliser. Le consommateur n'arbitre plus seulement entre des biens de marchés sous la contrainte d'un budget monétaire limité, mais aussi sous la contrainte d'un temps disponible plus ou moins abondant.

Gary S. Becker va ainsi démontrer que le prix que l'on accorde à son temps de loisir est déterminant. Le temps va apparaître comme un bien extrêmement rare. Mais le prix de ce temps est aussi déterminé par la productivité individuelle de l'agent économique : le temps est d'autant plus rare que l'individu possède un capital humain très élevé. A l'inverse, les plus pauvres ont un temps relativement abondant. Il est donc naturel qu'avec le développement économique la productivité intrinsèque du temps s'accroisse de plus en plus.

De nombreuses applications de ce principe vont être réalisées. Par exemple, Gary S. Becker va donner une explication à un paradoxe curieux : entre 1945 et 1965, le taux de salaire horaire réel s'accroît d'une manière importante et régulière, et on aurait pu s'attendre à ce que cela engendre une baisse des durées travaillées, les gains monétaires étant pour partie reconvertis en un surplus de temps de loisir. Or il n'en a rien été. Il y a eu une explication sociologique qui consistait à dire que les travailleurs ne choisissent pas leurs horaires. Mais Becker introduit une autre analyse, compatible avec l'expression d'une rationalité individuelle. Cette analyse va permettre de rendre compte de l'évolution des structures sociales et économiques de l'après-guerre. Il suppose que les gains de productivité du travail ne se sont pas traduits par une baisse de la durée du travail parce que ceux-ci ont renchéri le prix du temps de loisir. Les gains monétaires ont à la fois permis de diminuer fortement le temps dévolu aux activités domestiques et d'accroître conjointement le temps destiné à la consommation des loisirs. Et de fait, l'allongement des horaires que nous constatons entre 1945 et 1965 n'entravent pas l'amélioration des conditions de vie : cela masque un bouleversement des rythmes temporels. Ce simple exemple montre comment à partir de l'introduction d'une notion comme le prix du temps de loisir, nous pouvons mieux comprendre la complexité de l'évolution sociétale.

Si nous suivons la distinction de Vilfredo Pareto, économiste et sociologue qui succéda à Walras, l'analyse économique développe sa propre forme théorique en se centrant sur les processus rationnels, c'est-à-dire qui représentent une logique individualiste. Les processus irrationnels sont du domaine de la sociologie. Par processus irrationnels il entendait toutes les manifestations de la vie quotidienne qui s'inscrivent au-delà de la détermination individuelle : c'est le cas de la religion, de la famille ou des valeurs culturelles qui sont avant tout transmises par un groupe social en amont de la détermination individuelle. L'analyse économique et la sociologie sont finalement complémentaires puisqu'elles s'intéressent chacune à un aspect singulier du comportement humain. Pareto soulignait d'ailleurs que le passage entre les deux domaines était très difficile même s'il fallait le tenter. Becker va nier cette distinction, réduisant toutes les formes sociétales à des réalités résultant toujours de la logique coût-avantage. Les formes collectives de la vie sociale sont toujours l'expression d'une maximisation de l'utilité individuelle.

Becker étendra son analyse aux transformations de la famille, sujet qui jusqu'alors n'était traité que par les sociologues. Il part de l'idée de division du travail au sein de la famille : l'homme travaille sur le marché monétaire et la femme prend en charge les tâches domestiques parce que les hommes sont plus compétitifs sur le marché monétaire. L'homme choisit de se marier parce qu'il a besoin qu'une femme prenne en charge les tâches domestiques. Mais peu à peu, parce que la société devient plus riche et qu'elle peut généraliser l'éducation aussi vers les filles, l'accumulation du capital humain modifie les rapports entre les hommes et les femmes. Il s'ensuit que la productivité des femmes augmente aussi sur le marché monétaire, et qu'il devient de moins en moins avantageux de conserver une femme au foyer pour effectuer les tâches domestiques. Surtout qu'une grande partie de ces tâches sont maintenant prises en charge par le marché : c'est le cas d'une partie de la restauration, ou de l'entretien du linge.

En ce qui concerne la culture, Becker montrera, notamment dans un article qui fit couler beaucoup d'encre, *De Gustibus Non Est Disputandum*, que les différences de goûts entre les peuples, ou encore entre les classes sociales n'existent pas vraiment, elles sont seulement l'expression d'une différence dans les niveaux de productivité qui eux sont dépendant de l'accumulation du capital humain. L'évolution des prix relatifs entre les biens de marché et le prix du temps entraîne une modification dans les consommations culturelles. Cette approche permet de considérer que les agents économiques sont potentiellement dans une situation d'égalité, et la transmission d'un héritage culturel entre les générations est seulement le fruit d'une orientation des préférences individuelles.

En introduisant un prix fictif pour le temps hors-travail, non seulement l'analyse élargit son champ d'investigation, mais permet d'expliquer ce qui de prime abord peut apparaître paradoxal. L'analyse de Gary S. Becker, comme du reste celle de tous les théoriciens de l'École de Chicago, va servir aussi de support à une politique libérale et conservatrice. Puisqu'en effet, elle suppose que la rationalité individuelle qui s'étend bien au-delà de la production et de la consommation de biens et de services monétaires, est un horizon indépassable. A cet égard, Gary S. Becker reprendra la vieille idée de Bentham qui consiste à nier l'existence de tendances altruistes dans la vie sociale : simplement ce qu'on prend pour de l'altruisme s'explique le plus souvent par une stratégie personnelle rationnelle, par exemple, l'attitude des parents vis-à-vis de leurs enfants s'explique par le désir de maximiser une utilité intergénérationnelle.

De nombreuses autres applications de la théorie beckerienne de l'allocation du temps ont été faites. Dans les années soixante-dix des économistes de l'Ecole de Chicago se sont penchés sur les comportements religieux : ils montrent que la pratique religieuse résulte d'un arbitrage entre le prix du temps présent et le prix du temps futur, c'est-à-dire dans l'au-delà. Ce sont dans ce cas les populations dont le prix du temps est le plus faible, ceux qui ont les revenus et le niveau d'éducation les plus bas qui vont avoir les pratiques religieuses les plus abondantes. Ce type d'étude représente un cas extrême de l'impérialisme de la théorie économique sur le reste des autres sciences sociales. Mais il est significatif des possibilités ouvertes par une intégration progressive des éléments non monétaires dans l'analyse des mécanismes économiques.

B. La nouvelle macroéconomie et la théorie de la croissance endogène

De quelque manière qu'on s'y prenne, les avancées les plus récentes dans la théorie macroéconomique apparaissent dans l'intégration générale d'un facteur temporel : soit pour prendre en

compte la nécessaire épaisseur temporelle des ajustements, soit pour reconsidérer les réalités économiques dans la transformation des systèmes économiques. Ainsi les nouveaux classiques à la suite de Barro vont prendre à bras le corps la question des anticipations rationnelles et les théoriciens de la croissance endogène vont reconsidérer la théorie de la croissance économique du point de vue de l'intégration du capital humain dans la fonction de production. Dans les deux cas, ces apports théoriques contribuent à faire sortir l'économie de l'analyse des équilibres statiques.

Les nouveaux classiques ont essayé de concilier à la fois une lecture macroéconomique de la réalité économique avec une refondation des soubassements microéconomiques. Parmi ceux-ci, il faut citer en premier lieu le nom de Robert Lucas. Son objectif est de réinscrire l'analyse macroéconomique dans une problématique qui ignore délibérément les apports de Keynes. Mais si le souci de Lucas est bien de revenir à une forme orthodoxe de la théorie économique, il lui faut aussi répondre aux difficultés que la science économique a rencontrées dans le passé pour défendre l'idée d'un équilibre automatique et naturel des systèmes économiques, indépendant des soubresauts de la politique de l'État. Le repositionnement de la théorie orthodoxe apparaît ici dans la généralisation de la notion d'anticipation rationnelle. Robert Lucas apportera un soin particulier aux tests économétriques qui deviennent les instruments privilégiés de la validation de la théorie. Lorsque les agents économiques anticipent les variations de la politique économique celle-ci devient de moins en moins efficace et son coût devient de plus en plus élevé. Cette forme théorique apparaîtra particulièrement pertinente dans la mesure où les politiques keynésiennes se trouveront en difficulté à partir du milieu des années soixante-dix. Ces thèses seront reprises et approfondies par des auteurs comme Sargent et Wallace qui iront de ce fait beaucoup plus loin que Milton Friedman en démontrant que pour eux la politique monétaire ne peut même pas avoir d'effet positif sur la courte ou la moyenne période.

Ces auteurs vont définir les perturbations conjoncturelles comme le résultat des excès de la politique monétaire des États. On comprend bien l'intérêt politique que l'on peut tirer de cette théorie : le but est de limiter encore un peu plus les possibilités de l'intervention de l'État. Cependant, si la théorie monétaire des nouveaux classiques a finalement été adoptée par l'ensemble des pays développés après le second choc pétrolier, on est revenu assez rapidement sur la théorie monétaire des cycles économiques, faute de résultats empiriques probants. Cette théorie monétaire des cycles a ensuite fait la place à une théorie stochastique des cycles réels.

La théorie de la croissance endogène repose principalement dans ses fondements sur les travaux de Robert Barro et Paul Romer. Cette approche purement macroéconomique intègre pour partie l'idée de Schultz selon laquelle la croissance économique s'explique par le volume du capital humain accumulé au sein d'une nation par exemple. Mais si ce point de départ est commun et sert à modifier l'écriture des fonctions de production, les conclusions qui en seront tirées seront diamétralement opposées. Pour Barro, la politique volontariste des États est néfaste et les systèmes économiques tendent tous vers l'équilibre de façon naturelle, tandis que Romer ouvre de nouvelles perspectives pour la politique économique.

Le point commun entre ces auteurs est de considérer la croissance économique du point de vue d'un temps relativement long. La croissance ne s'explique pas par des mouvements de courte ou de moyenne période, mais à l'inverse dans le fil du temps comme la somme des efforts passés multiséculaires. Ce qui est au cœur du processus de croissance c'est le volume de capital humain.

Les travaux de Robert Barro ont le mérite de s'appuyer sur des analyses empiriques et économétriques considérables. Avec l'aide de Sala-i-Martin, il a essayé de montrer deux choses dans son ouvrage sur la *Croissance économique* qui est devenu le grand manuel de macroéconomie des années quatre-vingt-dix :

- d'une part que sur le long terme les niveaux de développement tendraient à se rejoindre et donc que les pays les plus pauvres finiraient bien par rejoindre un jour les pays les plus riches pour peu que ces pays fassent un effort suffisant en matière d'éducation ;
- et d'autre part que cette convergence pourrait se démontrer à l'aide de tests (σ convergence ou β convergence selon que l'on cherche à mettre en avant une convergence conditionnelle et relative ou une convergence absolue). La variable de contrôle étant principalement le volume des dépenses d'éducation.

L'analyse de la convergence porte sur environ un siècle. Ces analyses remarquables par leur qualité et le soin apporté aux échantillonnages ont été très critiquées tant sur le plan technique que sur le plan des conclusions politiques. Un des points qui notamment a fait couler beaucoup d'encre est le fait de

prendre le niveau de capital humain à travers le volume de personnes qui peuvent accéder aux différents cycles éducatifs. Ce critère purement quantitatif masque la disparité des différents systèmes d'éducation à travers le monde. Pour Barro il en résulte que le volume de capital humain ne peut dépendre que d'une volonté individuelle d'investir en la matière, soit par le biais d'une épargne privée, soit au contraire en pesant sur les politiques étatiques en matière d'éducation. Il insistera sur la remarquable percée de la Corée du Sud qui a connu un développement rapide des dépenses d'éducation et par la suite une transformation profonde de ses structures productives. La Corée du Sud a procédé par paliers, finançant en priorité les études primaires et secondaires, laissant le soin au secteur privé et à l'épargne des ménages de financer le développement des études supérieures.

L'approche de Paul Romer est très différente. L'idée de croissance endogène doit être rapportée à un choc qui modifie durablement la trajectoire de la croissance économique. Ce choc est en général déterminé par une modification des conditions d'apprentissage et d'appropriation des savoirs. Cette réalité permet de définir une politique économique efficace qui produirait un premier choc initial. Le mouvement ainsi enclenché pourrait alors se perpétuer de lui-même. Il élargit ensuite son analyse dans le cadre d'une économie ouverte pour définir les conditions du développement des pays les plus pauvres. Dans un article qui date de 1991 écrit avec Rivera-Batiz, il étudie le cas de pays qui ont des économies structurellement différentes, et montre que la croissance du pays le plus pauvre ne peut provenir que du développement de ses capacités à s'approprier les technologies les plus modernes. Il y a alors deux conditions préalables au développement ;

- d'une part la circulation libre des brevets entre les pays riches et les pays pauvres ;
- et d'autre part il faut que le pays soit préparé à l'appropriation des nouveaux savoirs.

La conclusion est que la libre circulation des marchandises n'a que très peu d'importance. Et aussi qu'il faut lutter contre les rentes de situations générées par le monopole sur les brevets.

Conclusion

Malgré les différences importantes entre ces nouvelles approches macro et microéconomiques, elles se rejoignent sur la nécessité absolue de donner une place décisive au capital humain, puis à l'éducation. On peut aussi dire que ces orientations nouvelles s'expliquent par les transformations récentes des économies post-industrielles qui focalisent la plus grande part de leurs ressources sur le développement des secteurs immatériels de la production. Tous ces nouveaux secteurs entraînants de l'économie font appel à des ressources intellectuelles et justifient qu'on parle aujourd'hui, pour les pays développés, d'une économie cognitive, ou d'une économie de la connaissance.